

**PARTI
OUVRIER**
INDÉPENDANT
DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE
ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE

Grégoire PRIVOLT

Candidat

&

Elisabeth INSALACO

Suppléante



Enseignant & juriste (en invalidité), nous sommes candidats, présentés par le Parti ouvrier indépendant démocratique (POID), aux élections législatives de juin prochain.

Pourquoi ?

L'Etat et les gouvernements qui se succèdent depuis des décennies sont au service des capitalistes. De droite comme de « gauche », ils leur obéissent en respectant les institutions antisociales et antidémocratiques de l'Union européenne et de la Ve République. Ils appliquent toutes les mesures qu'elles leur dictent.

Face à eux, des millions de travailleurs et de jeunes se dressent pour inverser le cours des choses, comme ce fut le cas lors de la puissante mobilisation contre la loi Travail ; comme c'est le cas avec la grève générale des travailleurs guyanais !

Face à eux, ces millions ont besoin d'un **parti ouvrier** qui combat :

Pour l'Assemblée constituante et un gouvernement ouvrier

Ce régime s'effondre, la crise économique, sociale et politique s'approfondit. Les attaques contre les droits démocratiques et contre les acquis ouvriers se multiplient. La situation est devenue insupportable.

Comment en sortir ? Comment en finir avec la guerre et l'exploitation ? En permettant que le peuple travailleur, les jeunes et tous les exploités prennent les choses en mains.

C'est pour cela que nous construisons un parti ouvrier combattant pour l'Assemblée constituante souveraine, constituée d'élus mandatés et révocables.

C'est elle qui permettra d'instaurer :

- l'**union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe** substituée à l'Union européenne (par l'abrogation des traités existants)

- et la **République sociale et démocratique** substituée à la V^e République avec, à sa tête, un gouvernement ouvrier.

Un gouvernement qui abrogera les contre-réformes, à commencer par la loi Travail.

Pour l'unité pour l'abrogation de la loi Travail

À l'heure où nous écrivons, à la veille du 1^{er} tour des élections présidentielles, la lutte de classe continue de se développer dans tous les domaines, dans le prolongement de la mobilisation de millions pour le retrait du projet de loi El Khomri. Satisfaire les revendications requiert un gouvernement qui s'engage sur la voie de la rupture, en commençant par abroger cette loi qui aujourd'hui s'applique.

Faute d'unité des candidats qui se sont prononcés pour son abrogation (en particulier Hamon et Mélenchon), des millions de travailleurs et de jeunes se préparent à s'abstenir, d'autres voteront Mélenchon, Hamon...

Ne nous laissons pas diviser !

Quel que soit le résultat de l'élection, les travailleurs auront besoin de disposer d'organisations de classe indépendantes des patrons et du gouvernement : de syndicats indépendants pour défendre leurs revendications et de partis exclusivement au service de leurs intérêts.



Pour en finir avec la destruction de l'École

Candidats face à Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Education nationale du gouvernement Hollande, nous entendons poser les problèmes concrets qui touchent la population.

Ainsi à Villeurbanne (ville du maire PS Jean-Paul Bret) et dans le Rhône, des dizaines de classes ne pourront pas ouvrir à la rentrée prochaine, faute de locaux (parfois car ils sont réservés aux activités périscolaires liées aux "rythmes scolaires").

Dans les collèges et lycées, les grèves se sont multipliées récemment pour exiger les moyens d'accueillir les élèves de plus en plus nombreux. Avec généralement pour seule réponse des représentants de la ministre : rien... ou plus d'emplois précaires !

Quant au président de la Métropole de Lyon, Gérard Collomb, il prévoit de privatiser totalement, par une "délégation de service public", l'entretien et la cantine des deux collèges publics dont l'ouverture est prévue à la rentrée prochaine à Villeurbanne et Lyon 8^e.

Et dans le même temps, tous s'accordent sur la nécessité d'obéir à Trump et aux généraux de l'OTAN en augmentant les budgets militaires à 2 % (voire 3 %) du PIB ! Dans le même temps, dans le cadre de la libre concurrence chère à l'UE, les grands projets immobiliers privés soutenus par des fonds publics fleurissent de partout dans l'agglomération !

Un parti ouvrier qui agit !

Depuis plusieurs mois, le POID est aux côtés de ces enseignants et parents qui se mobilisent pour exiger les classes, les postes, les heures nécessaires... Et parce que leurs revendications se heurtent aux décisions politiques des gouvernements successifs relayées dans les collectivités, ils sont de plus en plus nombreux, avec la population, à signer notre appel :

Nos enfants ont droit à l'instruction !

Nous voulons reconquérir une véritable éducation nationale et un enseignement supérieur public qui instruisent à égalité tous nos enfants et nos jeunes, qui leur permettent d'acquérir des qualifications reconnues par des diplômes pour qu'ils puissent trouver un vrai travail avec un vrai salaire.

Pour cela, il faut :

- ⇨ **L'argent pour l'école et l'Université publiques, pas pour la guerre et les spéculateurs !**
- ⇨ **Maintenant, tout de suite, ouverture des classes et construction des écoles nécessaires !**
- ⇨ **Abrogation de la loi de refondation de l'école et de toutes les mesures qui**
 - **"territorialisent"** = décrets sur les « rythmes scolaires », réforme du collège...
 - **"ubérisent"** = remplacement de fonctionnaires sous statut par des contractuels sous-payés et précaires...
 - **et privatisent l'école** = délégations de service public, sélection en Master, IDEX... !

La défense de l'École, un combat sans relâche

- ▶ En *juin-juillet 2016*, à l'appel du POID plus de 250 parents d'élèves et citoyens exigeaient du maire de Lyon G. Collomb qu'il maintienne l'école élémentaire Lévi-Strauss (Lyon 1^{er}) et des élus municipaux qu'ils agissent dans ce sens. Bafoyant ce mandat, la majorité du Conseil municipal votait pour la fermeture...
- ▶ En *novembre-décembre 2016*, le POID a combattu le consensus autour de la "loi sélection" (qui vise à priver des milliers d'étudiants de l'accès au Master après la Licence) et du processus de fusion des établissements d'enseignement supérieur. Une fusion qui menace de supprimer des formations entières dans le cadre du projet "IDEX", imposé en faisant revoter le Conseil d'administration de l'Université Lyon-III qui s'y était pourtant opposé ! Quel déni de démocratie !

Quelles autres premières mesures d'urgence prendrait un gouvernement ouvrier ?

- ▶ Retirer les troupes militaires françaises qui sont impliquées partout dans le monde dans les guerres semant le chaos et jetant sur les routes des millions d'êtres humains.
- ▶ Utiliser les milliards versés aux patrons, aux banques et aux guerres pour la santé, l'école, la culture...
- ▶ Interdire les licenciements et délocalisations, au lieu de les financer.
- ▶ Établir dans les faits l'égalité des droits pour tous, quelque soit le sexe, l'âge, le handicap...
- ▶ Rétablir la Sécurité sociale de 1945, fondée sur le seul salaire différé et pour « *garantir les travailleurs et leur famille contre les risques et aléas de toutes natures* ».
- ▶ Abroger les contre-réformes qui, de Balladur à Hollande, ont remis en cause les régimes de retraite.
- ▶ Abroger la loi Touraine qui détruit l'hôpital public.
- ▶ Nationaliser les banques pour stopper la spéculation.
- ▶ Rétablir le monopole public de la SNCF, de La Poste, d'EDF-GDF... pour arrêter les fermetures de bureaux de poste, la dégradation du réseau ferroviaire, etc.
- ▶ Renationaliser les entreprises qui ont été (Alstom...) ou continuent (CNR...) d'être privatisées.

Un tel gouvernement devrait pour cela ne pas hésiter à rompre avec l'Union européenne et les institutions de la V^e République. Ce qui ramène à la nécessité d'une Assemblée constituante de délégués élus, mandatés et révocables, comme l'étaient ceux de la Commune de Paris !

Comment faire ? ... Organisons-nous !

À tous, travailleurs, syndicalistes, jeunes, citoyens... **nous disons : apportez votre contribution à cette campagne** et, par la libre discussion, organisons-nous ensemble pour inverser le cours des choses.

C'est le sens de notre candidature. Nous, militants du POID, nous voulons ainsi construire un parti ouvrier œuvrant à l'unité des travailleurs, des jeunes et de leurs organisations pour la rupture et la reconquête, un parti ouvrier qui combatte pour le socialisme, la République et la démocratie et pour l'Internationale ouvrière.

Alors à ceux qui partagent nos objectifs, nous disons : Rejoignez le POID !

Contact : partiouvrier.villeurbanne@gmail.com

- Je soutiens la candidature de Grégoire Privolt (signature publique : oui / non)
 Je verse (facultatif) € Je suis disponible pour aider
 J'adhère au POID

Nom-prénom : Qualité :

Mail : Tél :

Chèque à l'ordre de "José FERNANDES, mandataire financier du candidat Grégoire PRIVOLT"